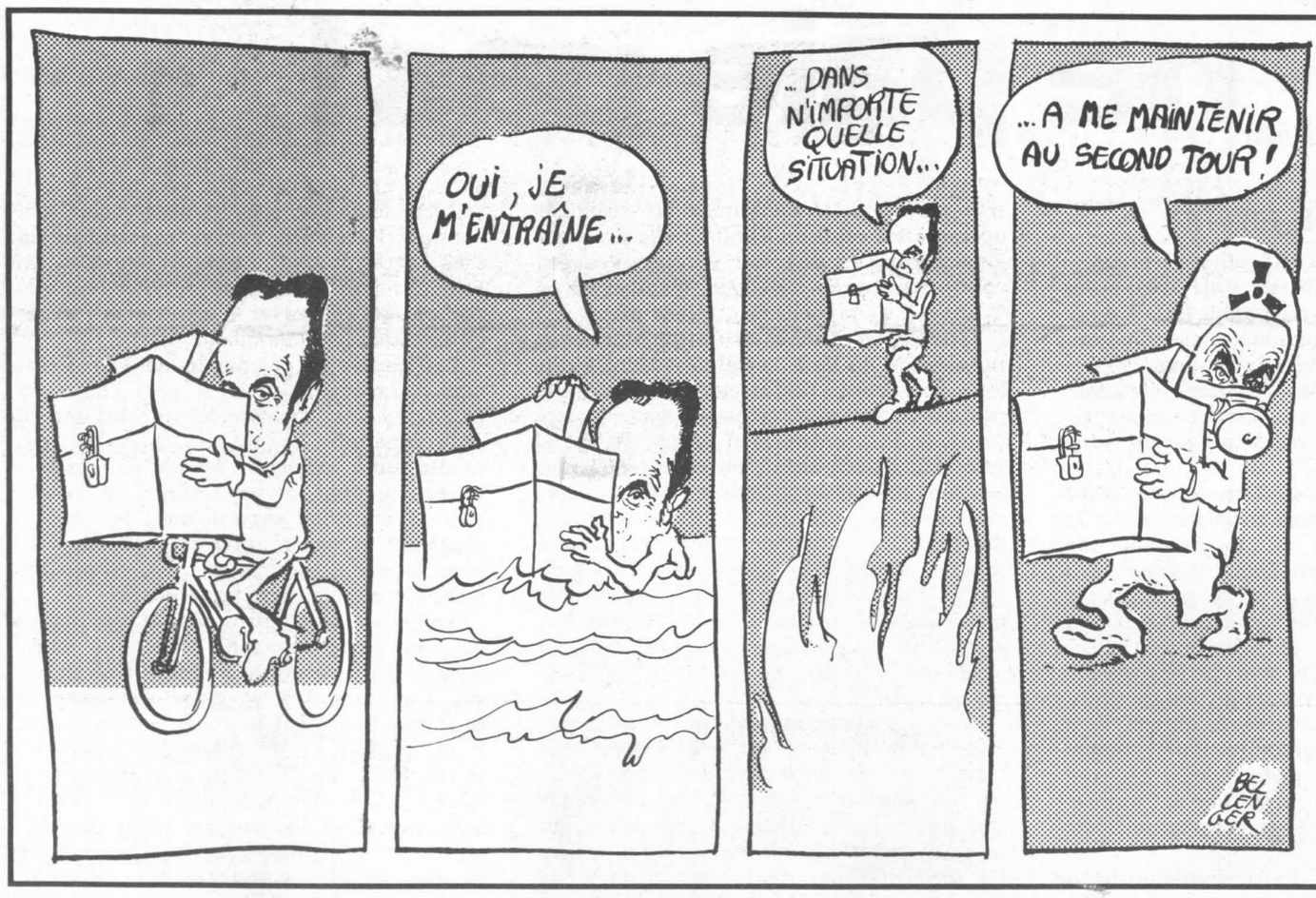
l'unité

M 2805 - N° 393 - 6 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 3 octobre 1980



SENATORIALES

Le crime ne paie pas!

PAR CLAUDE ESTIER

Qui arme le bras des assassins?

(page 3)

R.p.r.: loup y es-tu?

(page 4)

Chine: tout évolue, rien ne change

(page 5)

Manufrance: l'oxygène suisse

(page 6)

Irak-Iran: canon et diplomatie

GUY PERRIMOND

UNE médiation encore impossible et une zone de combat stabilisée. Dix jours après le début du conflit entre l'Irak et l'Iran le monde développé s'interroge toujours. Mais derrière la question « guerre ou pas guerre » c'est « pétrole » qu'il faut entendre.

Sur le terrain les surprises sont toutefois nombreuses. L'armée iranienne, que l'on croyait désorganisée, a tenu : son aviation a même semblé prendre le meilleur sur l'aviation irakienne — à moins, comme certains le disent que cette dernière se tienne en réserve — et a été jusqu'à bombarder le site nucléaire de Tamuz, centrale construite par les Français, en Irak.

Au sol les Irakiens ont conquis des bandes de territoires d'une cinquantaine de kilomètre de large. La presse internationale y est invitée ! Puis, stratégie oblige, les champs pétrolifères et les raffineries sont visés : l'Iran a déjà vu partir en fumée plus de la moitié de ses capacités de raffinage. Ce qui fait dire aux Iraniens que Bagdad souhaite, avant tout, en finir avec le régime islamique.

Pourtant Bagdad, une fois ses troupes en place, a parlé de négociation. Ruse, tentative de gagner du temps, de ne pas équiser ses réserves ? Toujours est-il que Téhéran ne veut rien savoir, se prépare à une guerre de longue durée et que l'Occident apparemment impuissant s'inquiète un peu plus pour ses approvisionnements en pétrole. Ou plus exactement sur l'évolution du prix de ce dernier au cas où celui du golfe Persique ne coulerait plus.

Ce conflit met à jour brutalement quelques-unes des évolutions du Moyen-Orient sur lesquelles il faut s'interroger. L'Irak en effet est un des seuls Etats de la région à déclarer vouloir avoir une politique « arabe ». Depuis de nombreuses années le monde arabo-musulman n'a plus de leader. Quelques-uns — Khadafi le libyen, Khomeyni le chiite — ont tenté de voir leur rôle dépasser les frontières de leur pays. Ils ont choisi comme catalyseur de leur action la religion. Ce qui donnait une charge émotionnelle certaine à leurs discours mais freinait sérieusement l'efficacité de leurs actes.

Les Irakiens, eux, ont choisi de jouer l'unité de la « nation arabe » sans tenir compte des problèmes religieux. Les références à la religion musulmane sont extrêmement rares, réservées, parfois, aux problèmes culturels.

Ce pays socialisant — ou tout au moins fortement lié depuis de longues années à l'U.R.S.S. — a ces dernières années et plus fortement encore ces derniers mois tissé des relations étroites avec les régimes les plus conservateurs de la région. Ses relations avec le Maroc sont excellentes : il fournit au royaume le pétrole et ne reconnaît pas le front Polisario. Avec l'Arabie saoudite, après de longues années de froid, on en est à l'entente cordiale : les services spéciaux irakiens fournissent aux Saoudiens suffisamment d'informations pour que ceux-ci puissent espérer contrôler leurs minorités. Ailleurs les Irakiens disposent de lobbies plus ou moins puissants, plus ou moins efficaces. Il n'y a que la Libye et la Syrie — avec qui les relations sont difficiles — qui d'une manière visible y ont échappé. Et au mois d'août, lors du dernier congrès du Parti baas, la liste des partis en présence était longue... D'autant plus qu'ayant décidé de suspendre l'activité des sections nationales du Baas — qui était lors de sa création un parti « international » — les Irakiens ont à présent les mains libres de ce côté-là. L'intérêt porté aux problèmes de politique extérieure ne s'arrête pas là : les Irakiens ont toujours été intéressés aux élections françaises par exemple...

On le voit, le conflit avec l'Iran s'inscrit dans une logique qui lui donne un éclairage particulier et qui ne peut le limiter à un simple conflit frontalier.

Numéro deux de l'Opep

Certes, il semble évident que Bagdad tienne à récupérer les territoires considérés comme perdus lors des accords de 1975. Peut-on croire que les dirigeants irakiens se soient lancés dans des combats qui, pour l'instant, ne sont peut-être pas trop meurtriers, mais dont la première conséquence a été de suspendre les ventes de pétrole ? Devenu le numéro deux de l'Opep, l'Irak avait obtenu vingt milliards de dollars de revenus pour son pétrole en 1979 et en escomptait trente pour 1980. Les réserves financières de cet Etat — qui est devenu prêteur — sont donc conséquentes. Ce qui n'explique pas les sacrifices volontaires si les intérêts attendus ne sont pas confortables.

On comprend mieux que les Irakiens jouent à la fois du canon et de la diplomatie : ils ont un objectif, arriver à assurer le leadership du monde arabe, et des moyens : des revenus, donc du temps.

Il en va autrement pour les Iraniens. S'ils sont persuadés que la guerre sera longue, ils savent que leurs positions sont moins confortables que celles de leur voisin. Le sursaut national — sensible au Khouzistan et au Kurdistan — peut faire espérer aux responsables de la République islamique de réduire les tensions internes. Le Premier ministre iranien a d'ailleurs promis à ses compatriotes « du sang et des larmes ». Et si dans les deux capitales les combats se

(suite en page 2)

ATTENTION

L'administration de « l'Unité », ainsi que le service des abonnements, ne se trouvent plus 41 boulevard Magenta mais dans les locaux du nouveau siège du Parti, 10 rue de Solférino. Nous signalons aux diffuseurs militants de Paris, et de la région parisienne que c'est à cette dernière adresse qu'ils pourront désormais prendre livraison de leurs commandes ainsi qu'à la Fédération de Paris, 31, rue Ballu, 75009 Paris.

La rédaction de « l'Unité » demeure 12, cité Malesherbes, 75009 Paris. Tout le courrier rédactionnel doit être envoyé à cette adresse.

Vous voulez que "l'Unité" vive...

Bulletin d'abonnement à retourner

à l'administration de

l'unité

10 rue de Solférino
75007 PARIS

Je soussigné.....

.....

.....

.....

demeurant .....

.....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- abonnement d'un an (200 F) ◯
- abonnement de six mois (120 F) ◯

et vous adresse la somme correspondante

◯ par chèque bancaire

◯ par chèque postal

◯ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Date Signature

éditorial

Le crime ne paie pas !

PAR CLAUDE ESTIER

IL a fallu « le Monde » de lundi après-midi pour que soit rétabli le fait dominant des élections sénatoriales, que tous les journaux audio-visuels de dimanche soir et de lundi matin avaient tenté d'escamoter, à savoir que « la tactique du P.c.f. n'empêche pas le P.s. de progresser sensiblement ».

Il s'agit bien, en effet, d'une réalité incontestable : le Parti socialiste est le seul à progresser dans la quasi-totalité des départements renouvelables, il gagne neuf sièges de sénateurs (en réalité, onze gains et deux pertes), il devient, avec soixante-neuf élus, le groupe le plus important de la haute assemblée. Ce sont là des chiffres éloquents qui ont d'autant plus de force que tout a été mis en œuvre, du côté de la droite comme du côté du Parti communiste — avec, dans quelques cas, des combinaisons douteuses entre l'une et l'autre — pour tenter de réduire la progression socialiste.

La décision du Parti communiste de maintenir ses candidats contre ceux du P.s. dans plusieurs départements a dominé les commentaires dans la mesure où on y a vu un nouveau coup porté par les dirigeants du P.c.f. à l'union de la gauche qui, au plan électoral, avait jusqu'ici survécu à la rupture de 1977. Les dirigeants des partis de la majorité s'en sont réjouis comme il se doit en imaginant déjà que ce refus communiste de respecter la discipline républicaine pouvait laisser prévoir une nouvelle opération « bonnet blanc, blanc bonnet » pour les prochaines élections présidentielles. Laissons-les prendre leurs désirs pour la réalité.

La trahison communiste de dimanche dernier, soigneusement préparée depuis plusieurs semaines, peut avoir, en fait, de tout autres conséquences et d'abord pour le Parti communiste lui-même, au point qu'on peut se demander si les dirigeants de ce parti, aveuglés par leur obsession antisocialiste, n'ont pas commis là une erreur fatale qu'ils paieront cher dans les prochains mois. On peut faire à ce sujet plusieurs observations.

1) La tactique du Parti communiste (maintien de candidats mal placés au premier tour, abstentions d'un nombre significatif de grands électeurs au second tour, combinaisons avec la droite, par exemple dans les Côtes-du-Nord) n'a eu que peu d'effets sur les résultats des candidats socialistes : la plupart de ceux qui ont été battus l'auraient été de toute manière. Le seul cas où cette tactique a été vraiment opérante est celui du Doubs : elle a abouti à faire élire un directeur de chez Peugeot contre un ouvrier socialiste, membre de la C.g.t. Il y a vraiment de quoi pavoiser !

2) Si l'objectif du P.c.f. est de bloquer la progression du Parti socialiste et de travailler à son propre renforcement, on ne peut pas dire qu'il y ait réussi dimanche dernier : le P.s. gagne neuf sièges, le P.c.f. zéro (alors qu'il aurait pu en enlever, non pas huit comme le prétend « l'Humanité », mais deux ou trois dont un dans les Côtes-du-Nord, avec une liste d'union au second tour). L'union avait permis au P.c.f., en 1977, d'entrer dans de très nombreuses municipalités. La division créée par lui-même lui enlève tout le bénéfice qu'il aurait pu en tirer pour accroître ses effectifs au Sénat.

3) Les consignes suicidaires données par la direction du P.c.f. ont été refusées — et c'est là un fait important pour l'avenir — par un nombre appréciable de ses grands électeurs : les candidats communistes qui se sont maintenus au second tour contre les socialistes ont perdu une centaine de voix dans les Côtes-du-Nord, trente en Corrèze, une vingtaine dans le Doubs et le Finistère. C'est-à-dire que des dizaines d'élus et de cadres communistes ont préféré voter socialiste contre la droite plutôt que d'obéir aux ordres de la place du Colonel-Fabien.

Ces quelques observations suffisent à expliquer la colère de Georges Marchais qui est obligé de faire dans le « très gros » lorsqu'il soutient — c'est le titre de « l'Humanité » de mardi — que « Giscard peut remercier Mitterrand ». Quelle que soit leur tendance, tous les observateurs ont constaté l'évidence qui va exactement en sens inverse : c'est grâce à l'attitude du Parti communiste que les partis de la majorité ont pu conserver dimanche des sièges qu'ils estimaient eux-mêmes perdus.

Les leaders de ces partis, de Jean Lecanuet à Jacques Chirac, se sont empressés de tirer à leur manière les conclusions de cette situation. Le premier, avec les gros sabots qu'il chausse depuis de longues années, invitant les socialistes à se tourner vers la majorité giscardienne. Le second suggérant qu'une rupture définitive du P.s. avec le P.c.f. permettrait un rapprochement entre socialistes et gaulllistes.

Aux uns et aux autres, il faut dire que ce qui s'est passé dimanche ne conduit nullement le Parti socialiste à modifier sa stratégie. Car ce qui s'est passé dimanche ce n'est pas seulement la confirmation que le P.c.f. préfère porter ses coups contre les socialistes plutôt que contre le Pouvoir — on le sait depuis septembre 1977 — c'est aussi que dans ses propres rangs ce comportement provoque une réaction de rejet de plus en plus grande et que, de toute façon, elle n'empêche pas, bien au contraire, le Parti socialiste d'apparaître comme le seul pôle de rassemblement contre le Pouvoir. Si certains qui semblent désormais souhaiter mettre celui-ci en échec veulent se rapprocher de nous, nous n'y voyons aucun inconvénient. Mais ils doivent comprendre que c'est en restant fidèle à ses principes, à son programme, à son combat unitaire au service des travailleurs que le Parti socialiste a acquis la force d'entraînement qui est aujourd'hui la sienne. Il n'est pas près d'y renoncer. ●

LES ELUS SOCIALISTES AU SENAT

Le Parti socialiste a eu dimanche trente sénateurs élus. Dix sont des sortants, vingt entrent pour la première fois au Palais du Luxembourg.

SORTANTS REELUS :

Antoine Andrieux (Bouches-du-Rhône), Félix Ciccolini (Bouches-du-Rhône), Raymond Courrière (Aude), Léon Eeckhoutte (Haute-Garonne), André Méric (Haute-Garonne), Michel Moreigne (Creuse), Maurice Pic (Drôme), Irma Rapuzzi (Bouches-du-Rhône), Robert Schwint (Doubs), Edgard Tailhades (Gard).

NOUVEAUX ELUS :

Germain Authié (Ariège), Gilbert Baumet (Gard), Marc Bœuf (Gironde), Charles Bonifay (Bouches-du-Rhône), Roland Courteau (Aude), Gérard Delfau (Hérault), Lucien Delmas (Dordogne), Michel Dreyfus-Schmidt (Belfort), Jules Faigt (Hérault), Gérard Gaud (Drôme), André Lejeune (Creuse), Philippe Madrelle (Gironde), Michel Manet (Dordogne), Pierre Matraja (Bouches-du-Rhône), Jean Peyrafitte (Haute-Garonne), René Regnault (Côtes-du-Nord), Gérard Roujas (Haute-Garonne), André Rouvière (Gard), Fernand Tardy (Alpes-de-Haute-Provence), Marcel Vidal (Hérault).

Raymond Tarcy (Parti socialiste guyanais), élu en Guyane, s'est apparenté au groupe socialiste qui compte donc au total soixante-dix membres.

(suite de la page 1)

résument pour l'instant à quelques affrontements aériens, la distribution d'armes individuelles aux milices prouve que de ce côté-là de la frontière on estime que la situation risque fort de se dégrader.

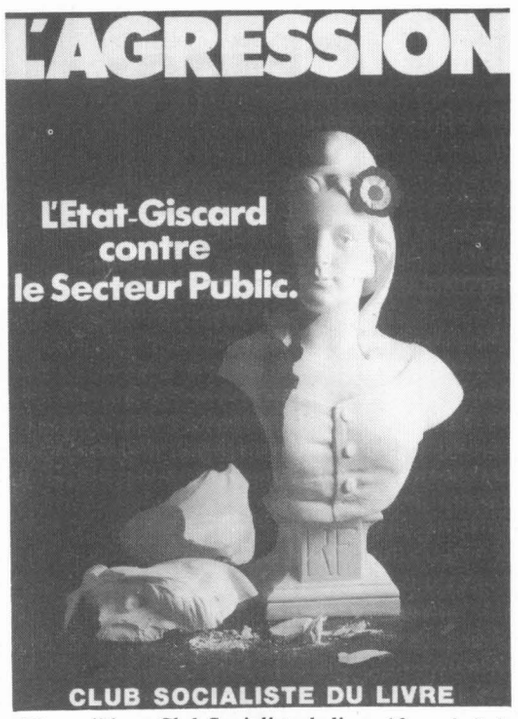
Les Grands attendent

C'est sur le front diplomatique que cette guerre est la plus étrange. Pour l'instant — et le cas de figure est assez rare pour qu'il soit signalé — les deux Grands sont toujours aussi gênés. L'unanimité réalisée au Conseil de sécurité ne doit tromper personne. Il est trop tôt pour que les uns et les autres puissent choisir clairement leur camp, en admettant que du côté irakien ou iranien ce soit chose possible. Les grandes puissances attendent qu'un des belligérants ait besoin d'armes, de munitions ou que les périls sur la route du pétrole deviennent trop grands.

La fourniture à l'Irak d'armes soviétiques se poursuit mais à un rythme insuffisant pour que l'offensive soit maintenue. Et l'U.r.s.s. parlant des Etats-Unis se refuse à analyser le conflit. A Washington on dit ne rien attendre que la paix. Et à Paris qui achète du pétrole — le quart de nos besoins — et fournit des systèmes de défense ultra sophistiqués, peu utilisés dans cette guerre de chars et de fantassins, on ne dit rien !

Il est donc possible qu'une pénurie d'armes freine les adversaires. Ce qui laisse au reste du monde à s'interroger sur le pétrole, sur la sécurité de routes d'approvisionnement. Et surtout à prendre conscience que le monde bipolaire s'effrite : les deux Grands ne sont plus tout à fait maîtres du jeu. Et ils ne font plus la pluie et le beau temps. Même si d'autres gouvernements sont capables de nous amener l'orage. ●

Exceptionnellement et en raison d'impératifs techniques, « l'Unité » paraît cette semaine sur huit pages.



Disponible au Club Socialiste du livre, 10 rue de Solférino 75007 Paris.

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10 rue de Solférino 75007 Paris. - Tél. : 550.34.35. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Rédaction :* Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Reverier, Gilbert Sans. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bordeclerc, Forcadell ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73 ; *Administration :* Conseiller technique : François de Grossouvre ; *Société éditrice :* S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication :* Claude Estier ; Cadet Photocomposition, 75009 PARIS.
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Offres 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. *Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot.*

Qui arme le bras des assassins?

La répression contre les terroristes néo-nazis ne suffit pas – encore faudrait-il les arrêter – il est urgent de s'en prendre à l'idéologie qui prétend fonder le racisme et les inégalités sur les sciences. Elle a pignon sur rue !

PAR JEAN-LOUP REVERIER

CINQ nouveaux attentats antisémites la semaine dernière à Paris ; l'explosion meurtrière d'une bombe à la fête de la Bière de Munich et, voici deux mois, l'horreur sanglante à la gare de Bologne : personne ne peut plus nier la résurgence du nazisme en Europe. Ni en minimiser la gravité. Les faibles effectifs des organisations de nostalgiques d'Hitler ne doivent pas dissimuler le danger qu'elles représentent.

Cette situation pose un délicat problème.



Dénoncer les nouveaux nazillons, nommer leurs chefs, rejeter leur idéologie, c'est, d'une certaine manière, leur faire de la publicité. Les campagnes de presse contre la drogue n'ont-elles pas poussé des esprits faibles à y « goûter » ? Les colonnes consacrées à l'ex-Fane et à son sinistre leader, Marc Fredriksen, ont malheureusement eu un peu le même effet. Reconstitué sous le nom de « Faisceaux nationalistes européens (F.n.e.), le groupuscule national-socialiste français a été contacté par quelques dizaines d'admirateurs isolés, désireux de rejoindre ses rangs. Les derniers mitraillages contre des synagogues, une crèche, une école et le monument aux martyrs juifs ont été signés par le F.n.e. Cette organisation en était-elle vraiment l'auteur ? Faut-il plutôt, comme semblent le penser les policiers, attribuer ces actes à une organisation rivale, le Mouvement nationaliste révolutionnaire (M.n.r.) de Jean-Gilles Malliarakis ? Toujours est-il que Fredriksen et cinq de ses militants ont été arrêtés, une fois de plus. Et relâchés à l'issue de la garde à vue, faute de preuves, une fois de plus.

En dehors de quelques excités comme le député français Jean-Pierre Pierre-Bloch et le député escroc israélien Flatto-Sharon, prêts à accepter la spirale de la violence à l'issue redoutable et incertaine, les porte-parole de la communauté juive ont réagi sagement. Tout en appelant à « la plus grande vigilance », le Conseil représentatif des institutions juives en France (C.r.i.f.) a mis en garde contre « un climat de violence ou de panique qui est exactement le but recherché par les groupuscules auteurs de ces attentats aussi odieux que dérisoires ». Tout en refusant de « tomber dans les pièges de la provocation », le C.r.i.f. s'en est pris au laxisme : « L'inaction en ce domaine serait un encouragement à la violence. Le seul moyen d'assainir un climat qui s'alourdit est de mettre très rapidement ces groupuscules hors d'état de nuire. C'est aux responsables de l'ordre public d'y veiller, et de toute urgence. »

A cette sommation, reprise à quelques nuances près par l'ensemble des organisations progressistes et anti-racistes de France, le ministre de l'Intérieur a répondu, lundi, après avoir reçu une délégation du C.r.i.f. conduite par son président Alain de Rothschild et le grand rabbin Kaplan. « Il faut prendre ces affaires très au sérieux, a confirmé Christian Bonnet. Aussi ai-je décidé de mettre en place des mesures de sécurité supplémentaires tout en faisant activer les enquêtes en cours afin de parvenir à identifier et interpeller les auteurs des attentats ». A la bonne heure ! Ainsi donc, contrairement à ce qu'une certaine lecture des propos antérieurs de Christian Bonnet donnait à penser *(voir encadré)*, le ministre de l'Intérieur peut agir sur le déroulement des enquêtes. Souhaitons alors que les brillants résultats enregistrés la semaine dernière par la brigade criminelle du commissaire Leclerc, dans la lutte contre les terroristes d'Action directe, se répètent au plus vite dans la répression d'un activisme d'extrême droite tout aussi redoutable.



Pascal Lebrun

Lionel Jospin lors de la manifestation devant le siège de la Ligue des Droits de l'Homme.

Les Brigades rouges italiennes et la Fraction armée rouge de Baader apparaissent généralement comme les modèles dont s'est inspirée Action directe. D'où l'on déduit — un peu hâtivement — que « l'exemple » nous vient de l'étranger. Si tel était le cas, les attentats meurtriers de Bologne et Munich commis par les partisans de régimes musclés, racistes et inégalitaires devraient inciter les autorités à plus de vigilance.

La pénétration réussie des milieux terroristes, dès lors qu'il s'agit de l'extrême gauche, ne serait-elle plus possible avec l'extrême droite ? Non seulement cela semble peu vraisemblable mais il n'en est rien. Les Renseignements généraux disposent d'informations précises sur les militants fascistes de notre pays. Pourtant, la police ne parvient toujours pas à découvrir lesquels d'entre eux commettent des attentats. Elle prétend ne pas avoir d'éléments de preuves pour inculper ces forcenés du passage à l'acte. Dans ces conditions, comment ne pas s'interroger sur un inquiétant phénomène : l'infiltration de la police par des militants fascistes ? *(voir « l'Unité » n° 391)*. Sans doute ne faut-il pas en exagérer l'importance ni même les conséquences. Mais c'est un fait. On ne peut délibérément l'écarter face à l'impunité des crimes commis par l'extrême droite.

Les reproches que l'on peut adresser au gouvernement sur ce terrain sont justifiés. On ne saurait en rester là. En Italie, en Allemagne aussi — et l'on pourrait citer les neuf pays membres de la C.e.e. —, les autorités ont négligé ou sous-estimé le péril de la terreur noire. Tout occupées à ficher, pourchasser, combattre et arrêter (ou exécuter) les terroristes de l'autre bord, les polices européennes ont perdu du terrain face à l'activisme d'extrême droite. Sans doute la police bavaroise a-t-elle arrêté le leader néo-nazi Karl Heinz Hoffmann et cinq membres de son groupe — relachés faute d'éléments suffisants — tandis que des fascistes italiens ont été mis à l'ombre des geôles de la péninsule. Dans l'un et l'autre cas, on s'interroge encore sur l'objectif de ces attentats ignobles et insensés. Il ne semble pas, en effet, qu'ils puissent nuire aux hommes au pouvoir. Bien au contraire.

S'agit-il seulement des prémisses d'un mouvement de plus grande envergure ? C'est peu probable. En revanche, il apparaît que les poseurs de bombes, mitrailleurs et autres « cogneurs » nazis participent d'une réelle montée du racisme et de l'antisémitisme. Un phénomène déjà observé en d'autres temps, lors de crises économiques et sociales graves et prolongées. Il convient d'en prendre conscience. Et si les auteurs d'attentats (ou de simples délits) liés à l'extrême droite méritent la sévérité réservée à leurs homologues de l'autre extrême, cette répression ne suffit pas. La lutte contre l'idéologie qui prétend fonder le racisme et les inégalités sur les sciences est plus d'actualité que jamais. En France comme en Italie ou en Allemagne, c'est cette idéologie insidieuse qui arme le bras des assassins. ●

Attentats fascistes : une liste déjà longue

Jean-Pierre Chevènement a déposé une nouvelle question écrite au garde des Sceaux au lendemain de l'attentat commis au domicile d'Henri Noguères, président de la section française de la Ligue des droits de l'homme. Le député socialiste de Belfort voulait savoir où en étaient les enquêtes sur les attentats d'origine raciste ou fasciste dont le nombre dépasse désormais la vingtaine depuis janvier 1980. Cette question de Chevènement fait suite à celle qu'il avait posée le 13 décembre 1979. Nous en publions ci-dessous le texte et la réponse qui lui fut apportée. Souhaitons simplement que l'actualité rende le ministre un peu plus loquace que l'an dernier.

— M. Jean-Pierre Chevènement attire l'attention de M. le ministre de la Justice sur l'impunité dont jouissent les auteurs des crimes racistes ou fascistes dont les activités depuis quelques années sont devenues une donnée de la vie politique de ce pays. Parmi les attentats les plus notoires citons :

4-5 juin 1977 : fusillade contre le piquet de grève de Verreries mécaniques champenoises, à Reims (un mort) ; 25 août 1977 : attentat à la gare Montparnasse revendiqué par le groupe Peiper ; 2 décembre 1977 : meurtre de Laïb Sebaï, gardien de l'Amicale des Algériens en Europe, revendiqué par le groupe Delta ; 10-11 décembre 1977 : attentat contre le foyer Sonacotra, à Strasbourg-Meinau, revendiqué par le groupe Delta ; 14 décembre 1977 : attentat contre le foyer Sonacotra à La Garde (Var), revendiqué par le groupe Delta ; 13-14 mars 1978 : attentat contre l'Amicale des Algériens de France, à Toulouse, revendiqué par le groupe Delta ; 4 mai 1978 : assassinat d'Henri Curiel, revendiqué par le groupe Delta ; 19 mai 1978 : attentat à Paris contre les locaux de la Fédération nationale des déportés, internés et résistants patriotes, revendiqué par le groupe Peiper ; 13 novembre 1978 : attentat contre le foyer du Parti communiste à Marseille, revendiqué par le groupe Delta : cinq blessés ; 24 mai 1979 : sévices corporels sur Annick Chapelière, militante d'extrême gauche, à Caen (corps tailladé de croix gammées) ; 29 septembre 1979 : assassinat de Pierre Goldman revendiqué par le groupe se disant Honneur de la police. Dans de nombreuses affaires (Curiel, Laïd Sebaï) l'instruction piétine. En réponse à une précédente question écrite n° 10593 de M. Chevènement, en date du 24 décembre 1978, M. le ministre de l'Intérieur indiquait le 10 mai 1979 (p. 3646) : « Pour chacun de ces attentat des informations judiciaires ont été ouvertes. Seul le ministre de la Justice, garde des Sceaux, pourrait être en mesure d'en faire connaître les résultats ». Il lui demande donc de bien vouloir établir un bilan détaillé des résultats auxquels est parvenue la justice.

Réponse : ***La renvendication de certains actes de violence par des groupements ou prétendus groupements à caractère politique ou raciste est sans incidence sur l'une des préoccupations essentielles de police qui est, dans tous les cas, d'identifier les criminels et de les déférer devant les juridictions compétentes. C'est ainsi que les attentats auxquels se réfère l'honorable parlementaire ont tous été suivis d'enquêtes ou d'informations judiciaires et que des recherches, qui s'avèrent généralement complexes, ont été entreprises. Le garde des Sceaux ne peut, sans risquer de porter atteinte au principe du secret de l'instruction, révéler l'état des investigations en cours. Il convient toutefois de préciser que des inculpations ont été prononcées dans le cadre des informations ouvertes à la suite de deux des attentats évoqués dans la présente question écrite.*** ●

R.p.r.: loup y es-tu ?

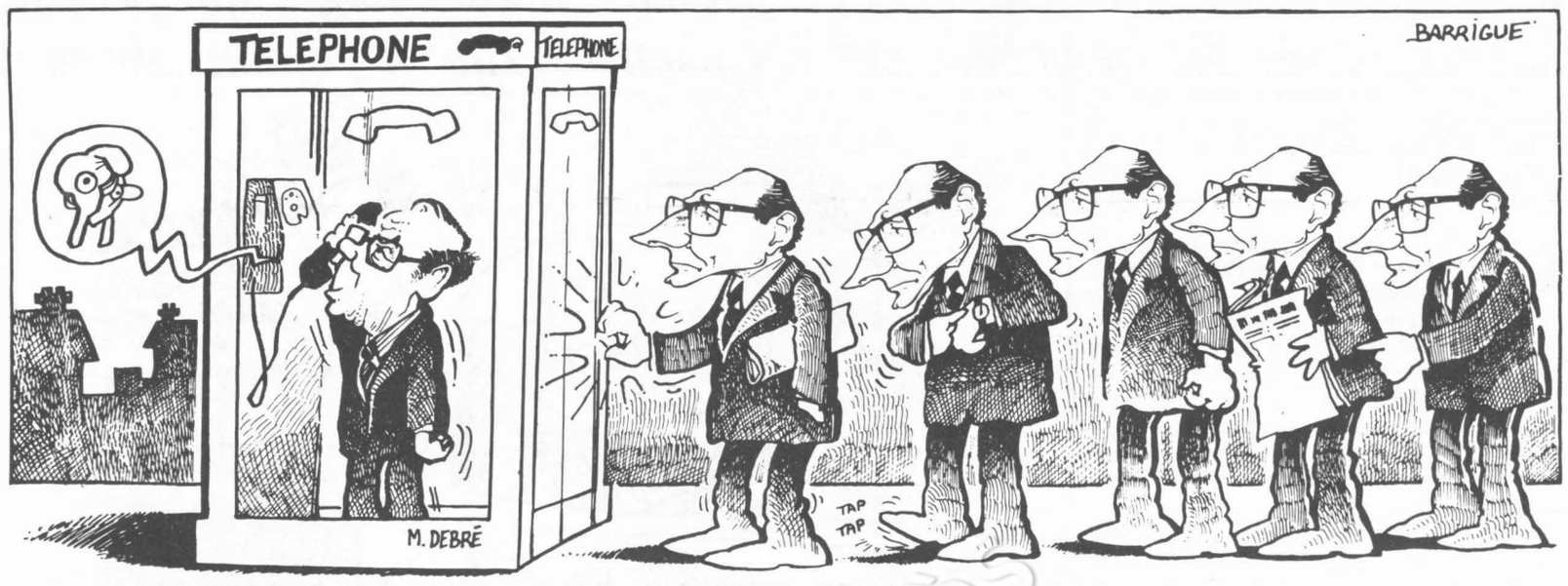
Entre les communistes et eux, les gaullistes se sont aperçu qu'il y avait désormais des socialistes...

PAR MICHELE KESPI

NULLE surprise lors de l'ouverture, le 29 septembre, à Strasbourg, de la réunion des parlementaires gaullistes.

D'entrée de jeu, le président du groupe R.p.r., Claude Labbé — favorable avec Bernard Pons, secrétaire général du rassemblement et Charles Pasqua, à une candidature du maire de Paris — s'est immédiatement prononcé pour une seule candidature, solution à ses yeux « bien préférable » pour « clarifier » la situation. Son choix a été celui que l'on attendait : le seul homme capable de « proposer aux Français un choix qui corresponde aux grandes options du gaullisme » est évidemment, Jacques Chirac. Dans la bouche de Claude Labbé, rien de bien nouveau dans cette affirmation.

Rien de nouveau non plus dans la tonalité des débats. Quoique profondément divisés, les gaullistes continuent d'éviter, autant que faire se peut, l'étalement de leurs divergences. Le ton reste courtois. Le nom de Michel Debré n'a pas été prononcé durant la première journée des débats. On sait que Debré et Chirac, qui ne se sont pas rencontrés depuis trois mois — sauf en public, le 25 septembre lors de la réunion à Paris du groupe des quinze élus démocrates européens de progrès à l'Assemblée des communautés européennes de Strasbourg — doivent se voir en tête à tête aux alentours de la mi-octobre. Certes Claude Labbé a fait allusion à ces « aventures individuelles » qui finissent mal. « Ceux qui quittent la maison deviennent des vagabonds politiques marginalisés. » Les partisans de Michel Debré, les « barons » du gaullisme, soucieux de préserver un semblant d'unité, se sont abstenus de toute réaction. Chaque clan réaffirme d'ailleurs sa volonté de se présenter unis, lors des présidentielles. Vœu pieu ? Ou formule d'attente de la part de Chirac, qui semble n'avoir aucunement renoncé à se présenter — il a souhaité mercredi que se lève des rangs des gaullistes un candidat à l'Elysée ! — mais qui reste sur ses positions : il ne parlera pas avant le début de l'année. En attendant chacun observe un statu quo prudent, et réserve ses attaques à l'adversaire commun : Valéry Giscard d'Estaing.



Déjà, devant les jeunes du R.p.r. le 13 septembre, le maire de Paris n'avait pas ménagé ses critiques au président de la République. Le 24 septembre, Bernard Pons prend la relève dans « le Monde », soulignant même que son jugement sur Giscard « n'est guère, plus indulgent que celui de Monsieur Debré ». En effet ! « le gouvernement ne maîtrise ni les problèmes économiques, ni la crise larvée de la société ». « Un libéralisme de façade » camoufle « le laxisme et le renoncement ». Bref, « l'ère nouvelle que nous vivons aujourd'hui est pour la plupart des Français celle de la lassitude et de la désespérance ».

Trois jours plus tard, dans les colonnes du même quotidien, Michel Debré s'exprime à son tour. C'est net : « Je me sépare tout à fait de Valéry Giscard d'Estaing : la politique, ce n'est pas gérer l'imprévisible... » « Ceux qui sont au pouvoir ou dans l'opposition — mais naturellement le Pouvoir est le premier responsable — se laissent aller à la fatalité. » Michel Debré se refuse, précise-t-il, à faire le procès de Giscard — que serait-ce s'il s'y mettait ! — tout en déplorant son manque de « clairvoyance », son « erreur de diagnostic » après les élections législatives de 1978 : « Ce vote populaire attendait une action énergique... on a continué à gérer... l'Histoire dira : occasion manquée. » La personne du président n'est pas attaquée, se défend Debré, son jugement ne porte que sur ses orientations politiques... Hélas, trois fois hélas, puisqu'il y a dans notre pays personnalisation, « changer de politique, après bien des déceptions, c'est appeler à changer de personne ».

Autre point commun entre Michel Debré et Jacques Chirac : l'appel aux socialistes. Toujours dans l'interview accordée au « Monde », le député de La Réunion, partisan du « salut public », souhaite « une éventuelle entente pour une politique dominée par le souci national de l'avenir commun... Il y a, à l'intérieur du courant socialiste, une tendance qui révèle que les socialistes sont non seulement des hommes de cœur, mais des hommes de raison... » A cet appel du pied non déguisé, François Mitterrand a répondu clairement, le 26 septembre, à La Rochelle. Il s'est déclaré opposé à toute formule d'union nationale s'il s'agit d'un « appel à la gauche à venir en renfort de la droite lorsque celle-ci a échoué ». Mais en revanche, s'il s'agit « d'une union élargie entre la gauche et telle ou telle formation politique qui désirerait se joindre à elle, nous ne refuserons personne... A condition que nos principaux objectifs soient respectés et dès lors qu'il y a consentement pour les réformes de structure que nous proposons... » « Si la prise de conscience atteint Michel Debré, a conclu le Premier secrétaire, nous sommes preneurs. » La même réponse vaut pour Jacques Chirac.

La cote populaire de Valéry Giscard d'Estaing, négative pour la première fois depuis un an — les Français mécontents du président de la République sont plus nombreux que les satisfaits — va-t-elle encore baisser après les attaques portées tous azimuts par les gaullistes ? Ces derniers rallumeront-ils une nouvelle guérilla budgétaire durant la session parlementaire qui s'est ouverte le 2 octobre et est la dernière avant les élections ? S'il est difficile de répondre à ces questions, une chose est sûre : à sept mois des présidentielles, la majorité n'a jamais été aussi divisée. ●

Surrégénérateurs: à quand le débat public ?

Après le débat télévisé de lundi dernier, il apparaît que le P.s. est bien le seul parti à ne pas prendre le nucléaire pour argent comptant

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

AU premier plan, quatre députés. Au second plan, six experts appelés par eux. En face, le public et douze téléspectateurs posant les questions. Parce qu'ils voulaient savoir ce que les surrégénérateurs nous réservent.

C'était le premier débat national organisé sur le nucléaire. Sous les auspices d'Antenne 2 et Europe 1, cette rencontre télévisée, lundi dernier, clôturait une semaine d'informations détaillées sur les surrégénérateurs. Mais marquait aussi un commencement. Encore faut-il que l'exemple soit suivi.

Ce débat aura au moins eu le mérite de montrer clairement les positions de chaque parti, en particulier celle du P.s., présentée pour une fois sans être travestie par ses opposants. D'où il apparaît que le P.s. est bien le seul parti important à ne pas prendre le nucléaire pour argent comptant. Le seul à poser de vraies questions. Le seul à ne pas se contenter, comme le P.c., d'applaudir des deux mains cette filière française, à ne pas considérer le surrégénérateur comme un « outil sûr », sans discussion.

De tout un peu ! On a parlé d'Etat policier comme de feux de sodium, de risques d'irradiation, de déchets et de la dignité de l'homme... Le propre des débats sur le nucléaire est de mêler controverses techniques et discussions philosophiques. Difficile de se faire une opinion devant ces experts qui se contredisent. Louis Puiseux et Jean-Claude Zerbib, derrière Paul Quilès, détonnaient face aux technocrates que les élus de la majorité avaient appelés en renfort, eux que personne ne peut considérer comme indépendants puisqu'ils sont aujourd'hui les responsables du programme nucléaire, au C.e.a., à E.d.f. et au ministère de l'Industrie. Quelle crédibilité ont-ils hors de leur assurance ?

Dans ce type d'arène, les discours s'affrontent, toujours sur le même registre, avec les mêmes arguments plus ou moins de mauvaise foi. Eternelle comparaison entre la pollution du tabac et celle du plutonium, par exemple. La droite répète que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Le P.c. en appelle invariablement à la nécessité d'une croissance de la consommation d'énergie pour la satisfaction des besoins des plus défavorisés, comme si bonheur rimait avec électricité... Pierre Messmer se permet d'assurer qu'aucun détournement de matière fissible n'a été prouvé et que nucléaire pacifique et nucléaire militaire ne peuvent en aucun cas être liés alors que le premier fournit le plutonium au second. Son alter ego de l'U.d.f., Arthur Pecht, affirme, auréolé de son prestige de médecin, que les effets des radiations sur les survivants d'Hiroschima sont minimes... Michel Hug, directeur de l'équipement à E.d.f., lance des chiffres incontrôlables sur le coût du kilowatt-heure produit par Phoenix... Comment s'y reconnaître, dans cette jungle de mensonges et de certitudes ?

Ce débat, aussi nécessaire et aussi bien organisé soit-il, laisse une drôle d'amertume, frustration provoquée par une discussion superficielle sur un sujet aussi grave. Il est pourtant vital que notre pays s'interroge en profondeur sur ses choix énergétiques, vital que les Français puissent se sentir partie prenante et non simples témoins d'escarmouches entre experts.

L'Autriche et la Suède en ont apporté la preuve : ces discussions sont possibles, même sur un sujet aussi technique et complexe. Encore faut-il qu'elles se déroulent dans de petits comités, dans les communes, les entreprises, les écoles. Seule une information différente, démultipliée, piochée auprès d'experts réellement indépendants du pouvoir exécutif, peut ouvrir un débat qui permettra à chacun d'y retrouver ses petits, de se forger une opinion. Ainsi le P.s. propose-t-il d'organiser un référendum, occasion d'échanger pendant plusieurs mois des informations aux sources multiples, occasion aussi pour le Parlement de se prononcer hors de la pression des technocrates et des industriels.

C'est au prix de cet effort que les Français s'intéresseront aux choix énergétiques. Ils étaient paraît-il quatre millions à suivre le débat à la télévision. Compte tenu des échecs des précédentes tentatives télévisées, le score n'est pas si mauvais. Mais encore insuffisant.

Reste à tirer la morale de cette opération menée par des médias qui pallient les carences d'un pouvoir politique : le surrégénérateur existe bel et bien. Sur le site de Creys-Malville, le monstre sort de terre. Sans que tous les problèmes techniques et économiques soient encore résolus, mais les ingénieurs font preuve d'optimisme, comme à leur habitude. Longtemps, Super-Phoenix a pu être considéré comme un risque, une hypothèse lointaine. Aujourd'hui, le P.c. réclame qu'une série industrielle soit programmée dès maintenant pour 1983, date à laquelle, si tout va bien mais avec deux ans de retard, Super-Phoenix doit produire électricité et plutonium.

Les appels du P.c. risquent bien d'être entendus. E.d.f., le C.e.a. et Novatome ne vont sans doute pas tarder à proposer un programme de surrégénérateurs. En tout cas, André Giraud a refusé de démobiliser les équipes qui ont travaillé sur le projet de Creys-Malville. Ne piaffent-elles pas d'impatience à l'idée de construire quatre nouveaux réacteurs, encore plus gros ? Super-Phoenix n'aura pas encore fait ses preuves ? Qu'importe. Les plus réticents sont encore les économistes d'E.d.f. : le surrégénérateur, surtout s'il a des ratés comme prévisible, s'annonce comme une plaisanterie coûteuse. Il serait temps que les Français y mettent leur nez. ●

Chine: tout évolue, rien ne change

La soviétisation de la Chine ne va pas aussi vite que le souhaiteraient les managers communistes dans la foulée de Deng Xia Ping. La pensée de Mao a la vie dure

PAR JOSEPH-SAMUEL CREGUT

DANS quelques semaines Giscard d'Estaing va se rendre en Chine, que l'écran simplificateur des médias nous présente toujours en train de se « démaoïser ». Depuis la mort de Mao en septembre 1976, l'arrestation de sa veuve et des trois autres membres de la bande des quatre, le retour de Deng Xia Ping en 1977, cette démaoïsation ne vient pas, tout au moins pas vraiment et pas autant que le souhaiteraient les « revenants » et les « communistes managers » partisans de Deng Xia Ping.

Les fermetures et réouvertures épisodiques du mausolée de Mao, les décrochages et les réaccrochages de ses portraits ne sont que les épiphénomènes des hésitations de la direction chinoise au sein de laquelle deux lignes s'affrontent, à propos de l'enjeu majeur : le mode de développement de la Chine. Ce débat permanent depuis la prise du pouvoir d'Etat par les communistes en 1949 voit actuellement s'affronter d'un côté les tenants d'un développement économique rapide avec des méthodes en vigueur en Union soviétique (planification, industrialisation, productivisme) alimentées de technologie occidentale, de l'autre les défenseurs d'un mode de développement « à la chinoise » plus lent s'appuyant sur la production agricole dans le cadre d'une large décentralisation et « comptant plus sur ses propres forces ». Le premier mode de développement obtient certes des résultats plus rapides dans quelques secteurs, mais est générateur de tensions, le second engendre un développement très lent mais qui à terme est peut-être le meilleur pour la Chine, quand on voit qu'en fin de compte les démarches kemalistes ont échoué en Turquie et en Iran. D'autant plus que l'histoire de la Chine s'est faite au rythme des révoltes paysannes, et qu'il ne serait pas sans danger pour le pouvoir central de se lancer dans une accumulation primitive du capital rapide sur le dos de 750 millions de paysans. Mais ce sont les Chinois qui trancheront.

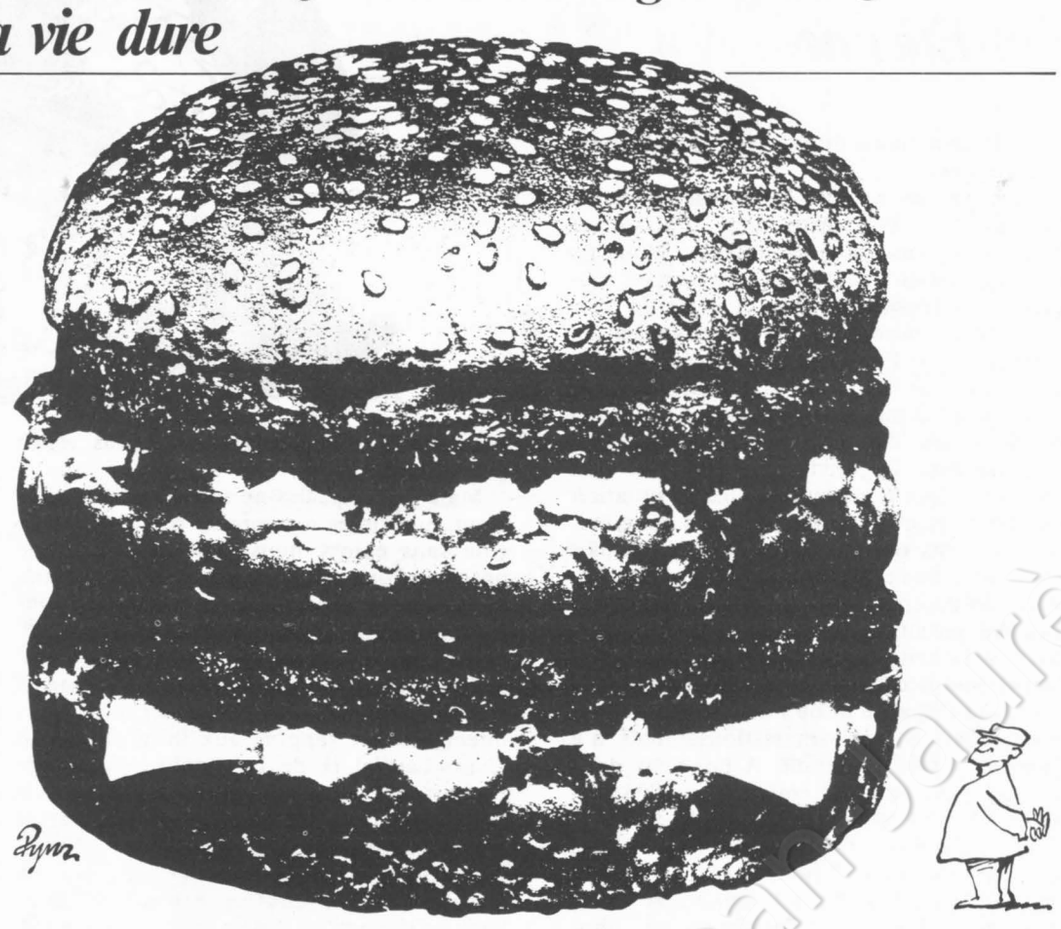
Dans cette lutte Deng Xia Ping vient de marquer des points, par l'élimination des derniers « maoïstes » au début de l'année, et par le remplacement de Hua Guo Feng par Zhao Zi yang au poste de Premier ministre. Mais il marque le pas. Après avoir dû accepter le « réajustement » en matière économique l'année dernière, il a dû démissionner de son poste de vice-premier ministre, et il est obligé d'annoncer qu'il n'y aura pas de rapport Deng Xia Ping sur Mao comme il y a eu un rapport Khrouchtchev sur Staline. De plus Hua Guo Feng reste président du P.c.c. Rien n'est joué, il faut attendre la prochaine étape qui se déroulera dans quelques mois lors du prochain congrès.

Hua Guo Feng va-t-il être réduit au rôle de figurant, le secrétariat général du parti récemment restauré prenant plus d'importance que la présidence, ou bien s'appuyant sur un nouveau maoïsme, le « maoïsme du bon sens », va-t-il du haut du parti imposer ses vues à l'appareil d'Etat comme dans tous les autres pays communistes ? Les nombreuses modifications gouvernementales — exceptée celle du Premier ministre — annoncées début septembre lors de la dernière assemblée nationale ne modifient presque pas l'équilibre nouveau des forces en présence et dénotent l'existence de compromis subtils.

On comprend mal, dans ces conditions, que le président de la République française aille en Chine avant le prochain congrès du P.c.c. qui va prendre des décisions majeures : telles que la modification de la Constitution qui donnera des indications sur la nouvelle localisation des véritables centres du pouvoir, et l'adoption d'un plan économique décennal (1981-1990), lequel tracera les orientations futures de la Chine et permettra de voir si l'économie française y a sa place. Il est vrai que ce ne serait pas la première fois qu'un leader de la majorité serait mal conseillé pour ses dates de voyage en Chine. Jacques Chirac à la fin de septembre 1978 avait été invité par Wu Teh, maire de Pékin, quelques jours avant le limogeage de ce dernier.

En fait la Chine n'intéresse Valéry Giscard d'Estaing que par le coup de marketing politique qu'il prépare en secret : son voyage au Tibet. Déjà les manchettes sont prêtes : Giscard premier chef d'Etat étranger au Tibet. Pourtant pour un responsable politique français allant discuter des intérêts de la France et des affaires du monde avec les dirigeants chinois, il n'y a rien à faire au Tibet. Le voyage à Lhassa n'est d'ailleurs pas sans conséquence diplomatique pour nos relations avec le Pakistan et l'Inde notamment qui ont des contentieux frontaliers avec la Chine.

Un voyage officiel du président de la République au Tibet serait considéré par ces pays comme une reconnaissance des frontières du Tibet telles que les Chinois les ont dessinées. Pour tourner ces difficultés, Valéry Giscard d'Estaing souhaiterait se rendre de Pékin au Tibet à titre privé pendant deux jours de repos au milieu de son voyage officiel. Les Chinois ne l'entendent pas de cette oreille et souhaitent garder à l'ensemble du voyage un caractère officiel ●



CHINOIS CONTEMPLANT UN CHEF-D'OEUVRE DE LA CIVILISATION OCCIDENTALE...

Italie: le jeu se complique

La chute du gouvernement Cossiga -poignardé dans le dos- pose une fois de plus la "question communiste"

PAR ANTONIO PARMA

(de notre correspondant de Rome)

LA quarantième crise ministérielle que l'Italie connaît depuis trente-cinq ans ne constitue pas vraiment une surprise. Il y a plusieurs semaines déjà que le gouvernement tripartite de Francesco Cossiga (démocrates-chrétiens, socialistes et républicains) donnait des signes de faiblesse. Au début de la semaine dernière, un vote important à la chambre avait donné égalité de suffrages à la majorité et à l'opposition. Samedi dernier, il a manqué une voix au président du conseil pour faire approuver un décret comportant un ensemble de mesures mises au point pour faire face à la crise économique et à la menace de dévaluation de la lire.

Le fait nouveau et lourd de conséquences est que le gouvernement n'a pas été à proprement parler renversé par l'opposition (le même jour, il a obtenu très facilement un vote de confiance) mais qu'il a été « poignardé dans le dos » par une trentaine de « francs-tireurs » appartenant sans doute aux ailes de gauche de la D.c et P.s.i. et qui, à la faveur du vote secret, ont joint leurs bulletins à ceux des communistes.

Pour ces « francs-tireurs » en effet, il était devenu difficile de maintenir en vie un gouvernement qui était devenu la cible du P.c.i., lequel ne se contentait pas de critiquer la politique mais retrouvait un langage dur sur le plan social comme en témoignait le discours prononcé par Enrico Berlinguer devant les ouvriers de Fiat à Turin. Il est d'ailleurs significatif que le bouillonnement qui s'amplifiait de jour en jour dans la grande entreprise automobile se soit apaisé quelques heures seulement après la chute du gouvernement, la direction faisant savoir qu'elle suspendait provisoirement les 14 000 licenciements annoncés et les syndicats décidant d'annuler la grève générale prévue pour le 2 octobre.

La fameuse « question communiste » revient donc, avec cette nouvelle crise, au premier plan de l'actualité italienne. Il est clair que le P.c.i n'a jamais accepté l'entrée des socialistes au gouvernement, qui tendait en fait à le marginaliser et à l'éloigner à nouveau du pouvoir dont il s'était rapproché les années précédentes. Mais parallèlement les membres de la gauche de la Démocratie chrétienne ne voyaient pas non plus d'un œil favorable cette nouvelle rupture avec les amis d'Enrico Berlinguer, avec toutes les conséquence qu'elle pouvait entraîner quant à la possibilité de mise en œuvre d'une politique économique et sociale acceptable par la majorité de l'opinion .

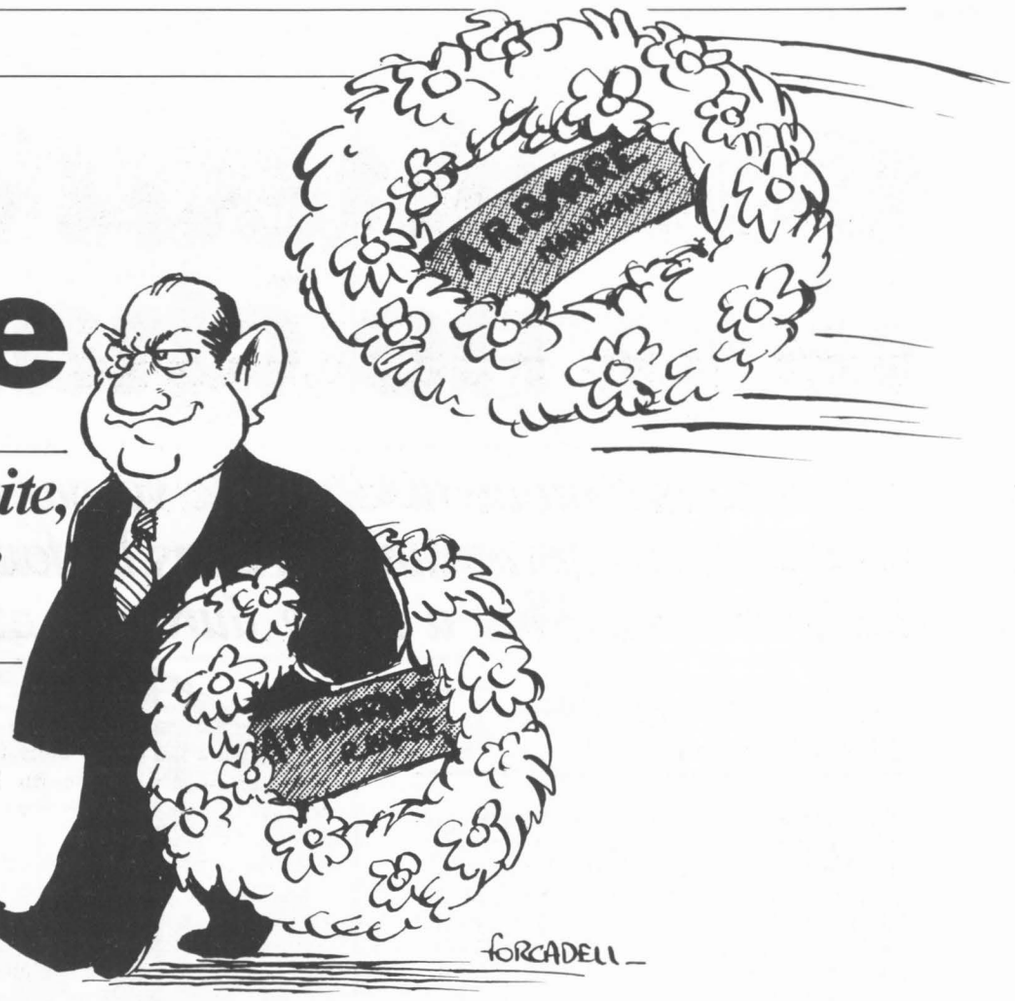
Certains socialistes se sont trouvés dans le même état d'esprit notamment devant la multiplication des polémiques entre le P.c.i et la direction du P.s.i. Celui-ci tient son congrès au début de décembre et son secrétaire général Bettino Craxi, qui aurait été le principal artisan du gouvernement tripartite, voulait à tout prix que celui-ci demeure en place jusqu'à cette date. Cela ne pouvait se faire qu'au prix d'une tension sérieuse avec les confédérations syndicales, ce qui ne manquait pas d'inquiéter la gauche socialiste. En durcissant ses attaques contre le gouvernement, le P.c.i était parfaitement conscient de mettre Craxi en difficulté. Le tort de la direction du P.s.i est peut-être d'avoir choisi ce moment pour chercher une mauvaise querelle à Berlinguer en lui reprochant d'avoir « oublié » de parler de l'Afghanistan dans son grand discours de clôture de la Fête de « L'Unita » à Bologne. Dans une interview donnée vendredi dernier au directeur du quotidien « la Republica », le secrétaire général du P.c.i. a fait justice de cette accusation en affirmant que la condamnation par les communistes italiens de l'intervention soviétique à Kaboul n'a « pas changé d'une virgule », cette intervention constituant toujours à leurs yeux un coup porté à la détente et une menace pour la paix.

Dans cette interview, publiée donc la veille de la chute du gouvernement, Berlinguer proposait à Craxi un pacte permettant au P.c.i et au P.s.i d'affronter ensemble le débat avec la Démocratie chrétienne. Sans doute ne se fait-il pas d'illusion sur les chances immédiates de succès d'une telle proposition. Mais, en attendant, les dirigeants du P.c.i ne sont pas mécontents d'avoir fait la preuve qu'un gouvernement pouvait difficilement survivre s'il n'avait pas au moins leur neutralité bienveillante. ●



Francesco Cossiga.

Manufrance : l'oxygène suisse



Nous publions la déclaration que Bruno Vénnin a faite, le 30 septembre dernier, au nom du groupe socialiste de la municipalité de Saint-Etienne

PAR BRUNO VENNIN

LES dernières informations en notre possession me permettent d'espérer qu'un pas sérieux en direction d'un règlement positif de la crise de Manufrance est en train d'être franchi. La solution proposée par M. Dumas, agissant pour le compte de financiers suisses paraît aller dans le bon sens dans la mesure où M. Dumas préconise des investissements industriels et commerciaux pour la relance des activités de Manufrance avec une nouvelle direction, et des capitaux dont l'importance pourrait permettre d'agir à long terme et avec les moyens nécessaires.

Depuis plus de trois ans que dure cette crise c'est précisément la faiblesse des moyens financiers, l'absence de crédit des banques et des fournisseurs, l'aide au compte-gouttes du gouvernement qui ont entraîné une gestion à court terme et des échecs répétés dans les plans de relance. Le fait que des financiers s'intéressent de la sorte à Manufrance et soient prêts à miser du capital constitue, nous semble-t-il, une preuve claire de ce que nous n'avons cessé de répéter jusqu'à présent, à savoir que :

— Manufrance est viable dans son entité et dans l'ensemble de ses activités ;

— ses marchés sont porteurs à condition que l'entreprise soit convenablement gérée et à condition qu'elle puisse exercer son activité dans des conditions de crédit normal ;

— il ne s'agit pas d'un problème de licenciements mais de la capacité à relancer l'entreprise.

Licencier ne servirait à rien car la grande richesse de l'entreprise c'est d'abord et avant tout son potentiel humain. Nous ne méconnaissons pas que quinze ans de gestion désastreuse, trois ans et demi de crise ont rendu nécessaire une réorganisation profonde de l'entreprise qui concerne le personnel, le matériel et l'ensemble des activités (y compris les magasins) mais cela demande une direction ferme, du temps et des moyens. Il convient de rappeler que c'est ainsi que nous avions jugé la situation dès 1977, et que des propositions concrètes dans ce sens ont été faites dans le premier plan de relance digne de ce nom, le plan Petit de décembre 1977 ; près de trois ans ont été perdus depuis lors et nous affirmons très nettement que les obstacles politiques mis à cette relance ne viennent pas de la municipalité ni de l'action des travailleurs dont le sens des responsabilités n'a jamais été pris en défaut. A nos yeux deux obstacles majeurs ont empêché jusqu'à présent une solution viable et durable :

— la volonté des affairistes et des requins tapis dans l'ombre qui cherchaient et cherchent toujours à dépecer une entreprise pour des profits financiers sans rapport avec l'intérêt général ;

— la volonté du gouvernement d'appliquer sans discernement sa politique de restructuration et de concentration au profit du grand capital, sans compter le cas échéant l'idée de régler des comptes avec une municipalité d'union de la gauche qui fait face à ses responsabilités sans esprit partisan.

Mais ces obstacles ne sont pas définitivement surmontés est comme il n'y a pas de rose sans épines nous sommes obligés de poser des questions sur les projets effectifs financiers et précis qui se proposent pour racheter la Société nouvelle Manufrance. Quelle va être la nature de la réorganisation de Manufrance ? Quels investissements et dans quels secteurs ? Quelles sont leurs intentions par rapport aux installations du Cours-Fauriel et de la rue Lassaigne, par rapport aux magasins ? S'il n'y a pas de licenciements, si les emplois sont conservés à Saint-Etienne, si une direction compétente est mise en place, nul doute que les travailleurs de Manufrance seront motivés pour participer au redressement de l'entreprise et que la municipalité n'y mettra pas d'obstacles.

On fait grand bruit sur des spéculations foncières éventuelles sur les terrains du cours Fauriel. C'est un des rares points sur lesquels la municipalité a tous les moyens d'empêcher de mauvais coups contre l'intérêt des travailleurs de Manufrance et de toute la population. Il faut que chacun sache à Saint-Etienne et ailleurs que nous utiliserons ces moyens si cela nous paraît nécessaire. Nous jugerons la nouvelle direction de la Société nouvelle Manufrance à ses actes. S'ils vont dans le sens de l'intérêt de Saint-Etienne, nous l'aiderons. Y compris pour venir à bout d'obstacles que d'autres pourraient mettre à l'action de redressement. Dans le cas contraire, nous la combattrons. C'est du reste une attitude de notre municipalité par rapport à tous les problèmes — et ils sont malheureusement nombreux — qui se posent à des entreprises en difficulté à Saint-Etienne du fait de la crise économique. Dans l'immédiat, nous nous réjouissons de voir qu'un espoir concret et sérieux s'offre à Manufrance pour sortir de l'impasse dans laquelle l'entreprise était enfermée. Mais il importe que les travailleurs de Manufrance, les Stéphanoises et les Stéphanois, tous ceux qui s'inscrivent dans le vaste mouvement de solidarité manifesté jusqu'à présent restent mobilisés pour que vive Manufrance. ●

Paris : les artistes contre les bulldozers

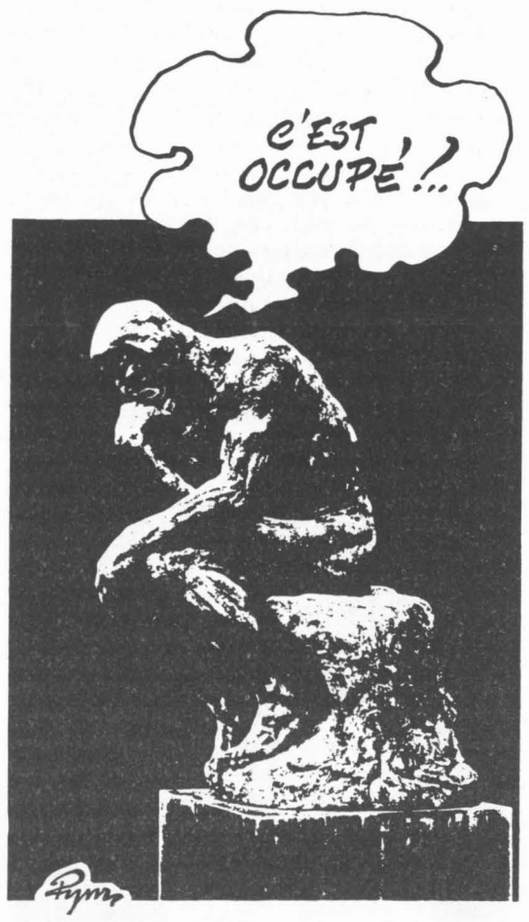
Pour empêcher que l'expression "Paris capitale des arts" se vide complètement de sens, une quarantaine de peintres, artistes et comédiens occupent un local du XIVe arrondissement, à Paris

PAR EMMANUELE PLAS

IL se passe toujours quelque chose de nouveau dans le XIVe arrondissement de Paris. Sur le front de la lutte contre la rénovation bulldozer en tout cas. Après la radiale Vercingétorix, en pleine affaire de la Z.a.c. Guilleminot, c'est en un autre lieu, au 40-44, avenue Jean-Moulin, tout près de l'église d'Alésia que les démolisseurs risquent une fois de plus de frapper.

Là se trouve un atelier (une ancienne menuiserie) de 500 m² : une belle charpente qui s'élève à huit mètres du sol, des murs solides et une verrière. Depuis le 7 juin une vingtaine de sculpteurs auxquels sont venus s'ajouter vingt peintres puis une troupe d'une vingtaine de comédiens occupent l'atelier.

L'ancienne menuiserie devenue atelier collectif est située sur un terrain vague de 3 500 m² qui appartient à la Ville de Paris et sur lequel l'Office H.L.M veut construire deux cent quarante logements, une crèche, une école maternelle, et à la place de la menuiserie elle-même une galerie commerciale et six ateliers privés de sculpteurs. Aussi a-t-il décidé l'expulsion des artistes : l'huissier est déjà venu deux fois, le 19 septembre il s'est présenté avec des ouvriers, une camionnette, des chalumeaux, des pelles, des pioches. Pour déménager les travaux des sculpteurs ? Pour démolir ? Il en a été empêché. Par les artistes eux-mêmes et par les élus locaux dont les socialistes,



Edwige Avice, député, Bernard Parmentier, sénateur, et Daniele Benassaya, conseiller de Paris. Le 22 septembre, lors de la séance de rentrée du conseil de Paris Daniel Benassaya a demandé à Jacques Chirac que le projet de l'Office soit modifié pour assurer le maintien des ateliers. Réponse de la mairie : le terrain ne nous appartient pas, il appartient à l'Office H.l.m. L'huissier est revenu : les artistes-squatters lui ont signifié qu'ils résisteraient. Va-t-on leur envoyer une compagnie de C.r.s. ? Le suspense s'installe.

« En vingt ans on a démoli cinq mille ateliers d'artistes, dans la capitale, remarque Edwige Avice. Mille ont été détruits dans le seul XIVe arrondissement alors qu'on en a seulement reconstruit une dizaine. 15 % de la population du XIVe est composée d'artistes et c'est dans cet arrondissement que travaillent la majorité des artistes plasticiens. » Robert Juvin, sculpteur, secrétaire général honoraire du Syndicat national des sculpteurs et membre du Parti socialiste, est formel : « Sans atelier, l'artiste peintre peut encore travailler, il rogne sur son habitation. Le sculpteur, lui, n'existe plus. »

Robert Juvin, c'est l'homme par qui l'affaire est arrivée. Son atelier est à deux pas de l'ancienne menuiserie. Il y a deux ans, il avait signalé au ministre des Affaires culturelles la possibilité qu'offrait aux sculpteurs ce local déserté. Soixante-dix-huit associations d'artistes ainsi que la Confédération des intellectuels étaient intervenus auprès des services des Beaux-Arts de la Ville de Paris pour que ces locaux soient attribués aux artistes. D'autant qu'au ministère comme à la Ville on leur disait : « Signalez-nous les locaux disponibles pouvant être réhabilités en lieux de travail pour les artistes. »

Côté ministère on avait envoyé un inspecteur qui avait fait un rapport favorable. Côté Hôtel de Ville ce fut le silence pendant près d'une année. Jusqu'à ce qu'Edwige Avice écrive au maire ! la réponse fut une réponse d'attente. Et le local restait vide. L'association « Ville humaine » obtint en avril dernier de l'Hôtel de Ville d'utiliser les locaux pour préparer son « Carnaval ». Des sculpteurs participaient à la fête, ils ont montré aux habitants du XIVe comment ils travaillaient. Leurs œuvres n'étant pas terminées, ils sont restés. Certains d'entre eux cherchent un atelier depuis des années. Il faut, en effet, compter de 800 à 3 000 francs mensuels pour louer un atelier dans la capitale ou 200 000 à 300 000 francs pour en acquérir un. Ce qui n'est évidemment pas à la portée des jeunes artistes.

Alors, avenue Jean-Moulin, les squatters-artistes ont élaboré un projet de réhabilitation : les deux ailes de l'ancienne menuiserie (en forme de U) seraient aménagées en ateliers individuels et collectifs ; dans la surface restante un atelier public de création et deux salles d'exposition trouveraient également leur place. La partie centrale de l'ancienne menuiserie servirait d'atelier pour le théâtre de l'Abreuvoir qui l'occupe actuellement (les comédiens cher-

S.n.c.f.: tout pour le prestige

La S.n.c.f. "modernise": c'est-à-dire qu'elle lance un T.g.v., transforme la ligne de Lyon... et ferme des milliers de kilomètres de lignes secondaires et supprime des milliers d'emplois

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

LONGS couloirs colorés tapissés de plastique mou, la gare de Lyon a fait peau neuve. Du moins dans sa partie banlieue, reliée par batteries d'escalators au R.e.r. et au métro : heureux porteurs de carte orange, le monde moderne s'ouvre devant vous.

Pour les autres voyageurs, que l'espoir du Paris-Lyon en deux heures fait frémir d'impatience, il faudra encore attendre : le T.g.v. (train à grande vitesse) n'entrera en service pour sa première partie (Lyon-Laroche-Migennes) que dans un an. Nouveaux quais et nouveaux couloirs les accueilleront alors dans une ambiance fin de millénaire tout à fait digne de l'image de marque que veut se donner la S.n.c.f.

Une main-d'œuvre immigrée exploitée

Et pourtant. Les poseurs de rails qui œuvrent pour elle par entreprise privée interposée continuent en 1980 à travailler dans des conditions comparables à celles du Moyen Age. Main-d'œuvre immigrée — de préférence ne parlant pas français — exploitée à raison de 2 400 F par mois, hébergée dans des wagons désaffectés et un confort moins que rudimentaire. Après quatre mois de grève, les employés de Desquesnne-Giral qui posent les rails du futur bolide Paris-Lyon — et qui se sont également mis en grève dans la Sarthe, ce qui a permis à l'évêque du Mans de se scandaliser en chaire et d'en appeler au ministre des Transports Joël Le Theule, député du département, viennent de reprendre le travail sans avoir obtenu les résultats escomptés.

Et pendant ce temps-là, la S.n.c.f. modernise. C'est-à-dire qu'elle ferme des lignes omnibus. Déjà 1 300 kilomètres depuis janvier 1979. D'autres sont à prévoir : le contrat qui la lie à l'Etat prévoie que 3 500 kilomètres de lignes secondaires seront fermés au trafic voyageurs en 1985, remplacés par un service d'autocar dans un premier temps. Le tout au nom de la rentabilité.

Mais de quelle rentabilité s'agit-il ? Celle de la courte vue. Car faire rétrécir le réseau risque de réduire l'activité de la S.n.c.f. Les petites lignes permettent encore de rabattre sur le réseau une clientèle non négligeable. Celui qui doit prendre sa voiture pour effectuer la première partie du voyage est bien tenté de la garder pour la fin du parcours. L'expérience prouve en effet que les services de cars — plus longs, moins sûrs en cas d'intempéries — attirent encore moins que le train et finissent eux aussi par disparaître. La boucle est bouclée et le service public définitivement démantelé.

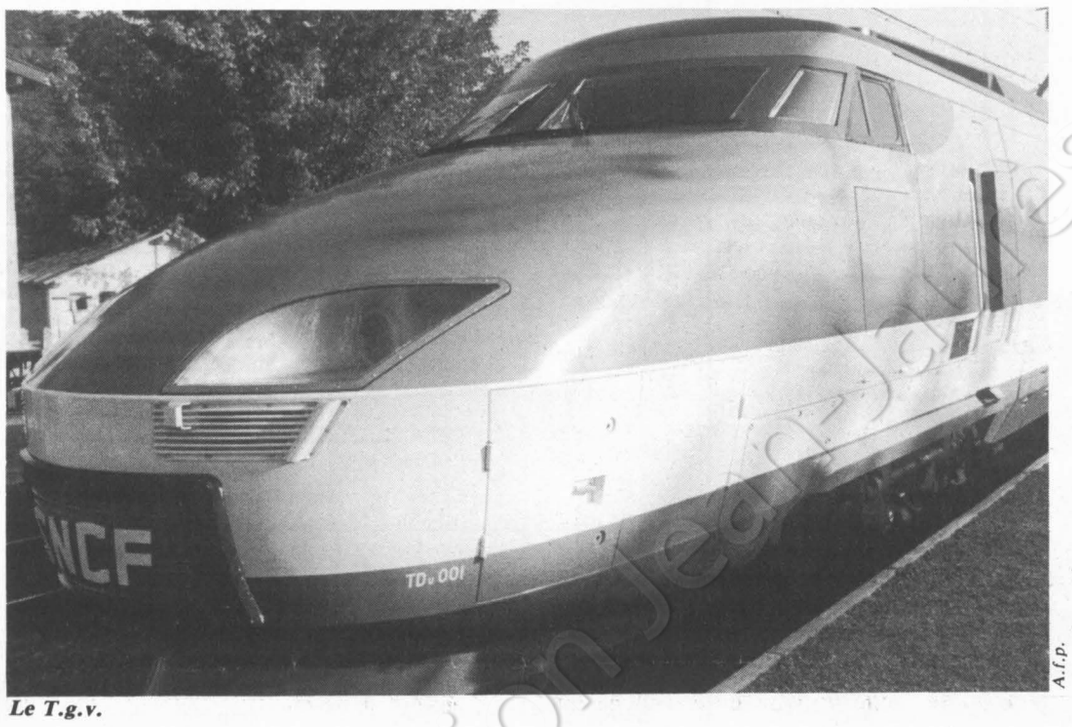
Parallèlement, les campagnes perdent chaque année des centaines d'écoles et de bureaux de postes. Le gouvernement a beau parler de revitaliser le désert français, les faits sont là. C'est une volonté politique claire qui s'exprime : celle de reconcentrer les travailleurs et les entreprises dans les villes moyennes. Tant pis pour l'intérêt national et les économies d'énergie. Le coût en énergie du transport par rail est trois fois plus faible que celui de la route mais on continue à favoriser la voiture individuelle. Nouvel exemple : le budget 1980-81 annonce une augmentation de 60 % des crédits routiers alors que les investissements en transports collectifs baissent.

Dévaloriser le rail

Pour faire passer ce choix politique tous les moyens sont bons. D'abord en dévalorisant le rail, en refusant de lui donner une chance. Lorsque les usagers et les élus, après s'être battus, parviennent à sauver une ligne, on la maintient dans des conditions qui ne peuvent que prouver sa non-rentabilité. Exemple : il ne manque à la ligne Mulhouse-Chalampé, dans le Haut-Rhin, qu'un kilomètre pour assurer la liaison avec une ligne électrifiée de l'autre côté du Rhin. Avec ses horaires malcommodes, comment s'étonner de la voir désertée ?

Autre exemple : les calculs de rentabilité qui permettent aux technocrates de la S.n.c.f. de rayer des petites lignes de la carte opposent des autorails de deux cents places à des autobus de cinquante places ! Jamais un matériel ferroviaire léger n'a été sérieusement étudié par l'industrie française alors que les réseaux étrangers en bénéficient.

Autres moyens : le chantage financier et les pressions sur les élus. Lorsque Olivier Guichard propose à son conseil général d'augmenter les cadences du Nantes-Saint-Nazaire, il demande en même temps de voter la fermeture du Nantes-Savenay. Les élus régionaux et départementaux se voient proposer par la S.n.c.f. de recevoir pendant quelques années l'équivalent de l'économie réalisée grâce à la fermeture d'une ligne. A eux d'en prendre la responsabilité. S'ils refusent, le service sera tout de même interrompu...



Le T.g.v. A.f.p.

Tester des matériels pour l'exportation

Face aux usagers qui s'obstinent à lutter contre le démantèlement du réseau la réponse de l'entreprise nationale est brutale, sans détour : la répression. Le 6 octobre doivent passer en jugement à Quimper onze inculpés pour entrave à la circulation des trains. Parmi eux, des élus de Quimperlé, de Paye et de Mellac. Le 27 avril dernier, en compagnie de plusieurs centaines de personnes, ils avaient fait perdre trois minutes au Quimper-Toulouse : une des nombreuses « descentes sur la voie » qui animent la région depuis deux ans.

Dans ce contexte, la « modernisation » de la S.n.c.f prend tout son sens. Pour les cheminots elle signifie cinq mille emplois perdus chaque année alors que la productivité et les cadences augmentent. La nouvelle gare de Lyon offre ainsi quatre voies supplémentaires, du trafic supplémentaire mais pas un emploi supplémentaire.

Pour l'industrie française, modernisation signifie ouverture de nouveaux marchés à l'exportation. A croire que la principale tâche de la S.n.c.f. est de tester des matériels qui se vendent bien à l'étranger.

Quant aux transportés, le paysage qui leur est offert évoque les merveilles de l'an 2000. Voix d'hôtesses de l'air dans les haut-parleurs, tarifs variables selon les horaires... Tout, de la restauration — à la place — à la forme des fauteuils, trahit la concurrence que le rail a décidé de livrer à l'avion. Les temps héroïques des petites gares sont bien loin : la nouvelle image de marque de la S.n.c.f. est automatisée, informatisée, luxueuse. Bientôt dans les trains, les p.-d.g. ne risqueront plus de se frotter aux pauvres ploucs. ●

chaient depuis quatre mois un local dans la capitale quand ils ont eu vent de l'avenue Jean-Moulin).

La lutte pour que les artistes conservent les ateliers de l'avenue Jean-Moulin est soutenue non seulement par les deux grands partis de gauche, mais aussi par la plupart des syndicats d'artistes et les unions locales C.g.t. et C.f.d.t. et les associations. Les habitants du XIVe viennent chaque dimanche plus nombreux avenue Jean-Moulin. Un bataille unitaire, en somme. Les squatters artistes ne ménagent pas leurs peines pour faire connaître leur combat aux habitants du quartier, ils ont même travaillé un dimanche dans la rue devant l'église d'Alésia. Cette rencontre entre les artistes et le quartier devrait être un atout pour les squatters. De plus comme l'explique le sculpteur Robert Forgas : « Réhabiliter une architecture-témoin répond aux deux préoccupations actuelles : respecter le patrimoine et éviter le gaspillage financier. Bien que ce local fasse partie d'un vaste terrain destiné à l'édification d'H.L.M., sa sauvegarde n'est pas incompatible avec la construction du nombre prévu de logement. »

Alors pourquoi cette opposition têtue de l'Office d'H.L.M. (le directeur a traité les artistes squatters de brigands !) d'autant que le ministère de la Culture est prêt à participer financièrement à l'installation définitive d'ateliers avenue Jean-Moulin ? Côté Hôtel de Ville on se décharge sur l'Office d'H.L.M. et on donne aux artistes des leçons de bonne conduite et de solidarité : leur attitude desservirait toutes les actions locales demandant des autorisations pour utiliser les locaux municipaux. Le député de la circonscription Yves Lancien (R.P.R.) invoque en toute mauvaise foi le caractère social des constructions prévues sur le terrain de l'atelier pour s'opposer au projet des artistes.

Une trop bonne raison électorale pour empêcher que la culture fasse partie intégrante de la vie des habitants d'un quartier ? Certains observateurs font remarquer que l'affaire de l'avenue Jean-Moulin serait peut-être un nouvel épisode dans la guerre que se mènent l'Elysée et l'Hôtel de Ville. Cette fois, sur le dos des artistes. Paris, capitale des arts, risque bien à ce train-là de ne plus être qu'une expression vide de sens. ●

Bernard Prunier
votre concessionnaire

RENAULT
Abbé-Groult
Automobile

107 rue de l'Abbé-Groult (15e)
(métro Convention)
Tél. : 532.71.20 (+)

SERVICES VENTE VOITURES
OUVERTS TOUS LES JOURS
SAMEDI COMPRIS
ET
LE DIMANCHE 12 OCTOBRE
« Opération
portes ouvertes »

A 1 000 m du salon de l'Auto
venez découvrir, tranquille,
— la gamme des voitures neuves 1981
— le Marché National de l'Ocasion

Essais, reprises, crédit, entretien.

Se recommander de l'« Unité ».

CADRES :
L'ALTERNATIVE SOCIALISTE

Ce livre, préfacé par François Mitterrand, est le fruit d'un travail collectif de la Délégation aux cadres, débattu et approuvé par le bureau exécutif : il précise l'analyse que le P.s. fait de la situation des Cadres aujourd'hui et les orientations que les socialistes leur proposent.

Présenté par Paul Quilès et Pierre Castagnou (délégué national aux cadres) c'est le premier livre d'une nouvelle collection éditée et diffusée par le CLUB SOCIALISTE DU LIVRE, auquel vous pouvez adresser dès maintenant vos commandes accompagnées du règlement correspondant (à l'ordre du CSL).

illustrations de Pym

18 F (port compris) l'exemplaire
Au-delà de 5 exemplaires : 14 F
au CLUB SOCIALISTE DU LIVRE
10, rue de Solférino
75333, PARIS - CEDEX 07

FÊTES DE LA ROSE

Les 4 et 5 octobre
la Fédération du Jura
organise
une fête de la Rose
à la salle des fêtes de Dole.
Avec Michel Bühler et Gilles Vigneault,
à partir de 15 h le dimanche 5.
Allocution politique de Lionel Jospin.

La Fédération du Tarn
organise
une fête de la rose à Vabre
les 4 et 5 octobre
avec le chanteur occitan Patric.
Allocution politique de François Mitterrand.

La Fédération de l'Yonne
organise
une fête de la rose
dimanche 5 octobre
au marché couvert de Joigny
Variétés avec « Vermeuton-plage » et les Peulons d'Auxerre.
Intervention politique de Pierre Joxe.

Le dimanche 12 octobre
la Fédération de l'Ain
organise
une fête de la rose
au Parc des Expositions de Bourg-en-Bresse, de 10 à 20 h avec Georges Moustaki.
Allocution politique
de François Mitterrand.

Grande fête annuelle d'automne
organisée
par le Parti socialiste de Brest
les 11 et 12 octobre
dans le parc des loisirs de Penfeld

REFRAINS

La rentrée en chansons ne se fait pas seulement avec Julos Beaucarne, Michel Bulher et Gilles Vigneault. D'autres affiches, d'autres salles, d'autres artistes attirent déjà l'œil et l'oreille. Rufus, qui désormais chante, est au Théâtre de la Gaité-Montparnasse jusqu'en janvier 1981 ; il y sera rejoint, d'abord par Mama Béa (du 6 au 19 octobre), puis par Philippe Val (du 21 au 26 octobre). Au Théâtre de la ville, Milva ouvre la saison (du 30 septembre au 11 octobre) ; vindront ensuite : Catherine Ribeiro (du 14 au 25 octobre), Yves Duteil (du 4 au 15 novembre) et Francis Lalanne (du 18 au 22 novembre).

A l'Olympia Gilbert Bécaud (du 1er octobre au 9 novembre) succèdera à Gilles Vigneault et précèdera Alain Souchon (du 10 au 16 novembre) et Eddy Mitchell (du 18 novembre au 14 décembre). Le Palais des Congrès démarrera avec Julien Clerc (du 3 octobre au 11 novembre). Le Breton Dan Ar Bras s'installera à la cour des Miracles (du 1er au 25 octobre). Pendant ce temps, Jean Sommer, Jean-Claude Vannier, Jacques Bertin, Claire, Gérard Pierron, François Béranger, le Cuarteto Cedron, Imago et Djamel Allan tourneront à travers les provinces.

JERRY LE CLOWN

« Je trouve tout simplement qu'il est sexy », a dit un jour Marilyn Monroe. De qui parlait-elle. De Clark Gable ? De Paul Newman ? Non, de Jerry Lewis. Du pitre qui accueille toujours son public en criant :« I am happy to see you ! » (« Je suis heureux de vous voir »). Parce que ce Monsieur n'est peut-être pas aussi clown qu'il en a l'air. Parce qu'il est peut-être autre chose que l'image qu'on s'est fait de lui. C'est ce que pense François Le Bour et c'est pour cette raison qu'il lui consacre une exposition à la maison de la culture de Rennes ; « Jerry Lewis, l'univers d'une star » (jusqu'au 12 octobre). A travers un dédale de documents, d'affiches, d'objets et de photographies, on découvre la distance qui existe entre l'homme privé et l'homme public. Comment résister à un tel écartèlement ? Les pirouettes sont-elles suffisantes ?

LA CULTURE EN HOLDING

La Ve République, après le départ d'André Malraux, avait mis la culture française en friche. Nouvelle étape : après l'abandon du domaine culturel par les pouvoirs publics, le secteur privé a décidé de s'en emparer. Après la jachère et la misère, le holding et le fric ! Puisqu'on fait de l'argent avec la culture des carottes et l'élevage des veaux en batterie, pourquoi ne pas en faire avec la musique, la radio, la télévision et le reste ? C'est précisément le langage que s'est tenu la Gaumont. Elle vient, dans ce but, de racheter 51 % des actions de la maison de disques Erato. A travers cette société, elle va pouvoir augmenter considérablement les dividendes que lui rapporte tel ou tel film. Exemple : quand le « Don Giovanni » de Losey, produit et diffusé par la Gaumont, était sorti en salle, le « son » du film avait rapporté, sous la forme d'un disque, de coquettes sommes à la C.b.s. qui avait pressé et diffusé l'enregistrement. Dorénavant, cette plus-value ira directement dans les caisses de la Gaumont... par le biais de sa filiale Erato.

Ce n'est qu'un début : la Gaumont a l'intention de se lancer dans l'édition musicale, la production de concerts pour la radio et la télévision, de spectacles d'opéra, etc. Si Giscard repasse, Daniel Toscan du Plantier, directeur général de la Gaumont, risque de se retrouver de fait ministre de la Culture. Enfin, des industries culturelles !

VIE ET MORT D'UN SOCIALISTE

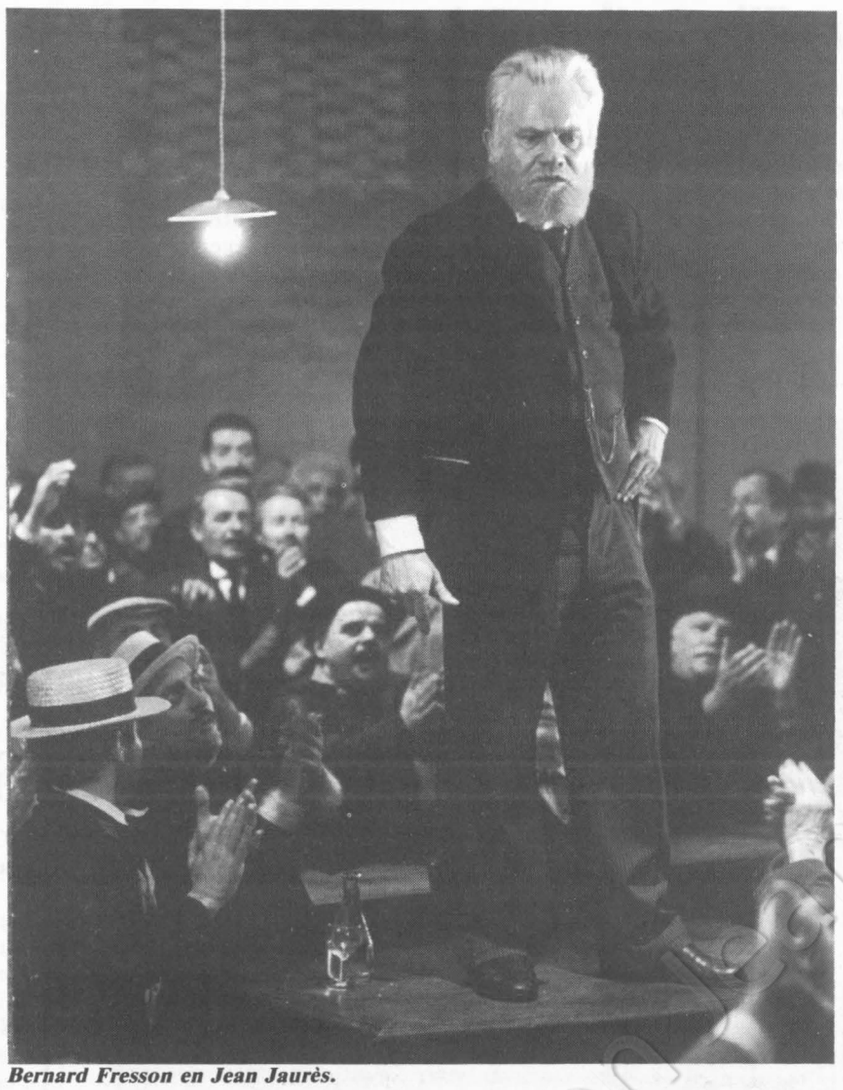
Jean Jaurès fut assassiné le 31 juillet 1914 dans un petit café de la rue du Croissant, à Paris, sur le coup de vingt-deux heures : personne ne l'ignore. Ce que l'on sait moins, c'est que son assassin, Raoul Villain, fut acquitté le 29 mars 1919 et que la famille de Jaurès dut payer les frais du procès. Cet « oubli » est révélateur : Jaurès est entré au Panthéon au propre et au figuré ; il est devenu un mythe et, peu à peu, son image réelle s'est estompée. Oubliée, la nuance ! Abandonné le détail ! Dommage, vraiment dommage... Parce que, justement, chez Jaurès, les détails et les nuances avaient leur importance. Il fut certes le directeur de « l'Humanité », mais il fut, surtout et d'abord, le fondateur du Parti socialiste français : nuance ! Et sa conception du socialisme ne fut jamais celle de ceux qui lui succédèrent à la tête de « l'Huma » : détail... primordial !

Toute sa vie, le socialiste Jaurès n'a fait que répéter, sous toutes les formes : le marxisme est une arme mais elle n'est pas la seule, mais elle ne suffira jamais à expliquer toute l'Histoire et tout le devenir des hommes. Sans le savoir et sans le dire en ces termes, il plaça les jalons du « socialisme à visage humain ». Il ne s'est jamais satisfait, lui, d'un « bilan globalement positif » ! Ceux qui ont annexé Jaurès au léninisme en s'adonnant aux contrevérités et aux raccourcis simplistes qui leur sont chers en seront toujours pour leurs frais : on a peut-être assassiné Jaurès, mais personne n'a encore réussi à assassiner ses idées.

J'allais oublier : toutes ces évidences sont visibles comme le nez au milieu de la figure dans un beau téléfilm d'Ange Costa : « Jean Jaurès, vie et mort d'un socialiste », qui est diffusé sur Antenne 2 le jeudi 9 octobre à 20 h 35. Un document de fiction qui éclaire crûment certaines réalités actuelles. Dis-moi de quel Jaurès tu parles et je te dirai quel socialisme tu souhaites !

La vie d'artiste

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS



Bernard Fresson en Jean Jaurès.

LISTE D'AMOUR

Comment choisir ? A partir de quels critères ? Comment faire le tri parmi ces romans qui à chaque automne s'empilent chez les libraires ? On pourrait tenter de repérer ceux qui ont des chances pour les prix. On pourrait comptabiliser les premiers romans ou les romans de femmes. On pourrait procéder à un classement par thèmes ou selon la longueur des titres, que sais-je encore ! Pourquoi lire cette page parmi cent mille autres ? Et pourquoi ne pas se laisser aller à l'intuition, à l'envie, à la subjectivité ? Pourquoi ne pas simplement citer les ouvrages sur lesquels j'ai a priori envie de me jeter ? Au risque d'être déçu. Une liste d'amour, en somme. Mais qui sera alphabétique plutôt que préférentielle, pour ne pas faire de jaloux.

Voici donc mes projets de lecture, fort éclectiques j'en conviens : « le Mentir-Vrai » d'Aragon (Gallimard), « Kilroy » d'Yvonne Baby (Mercure de France), « la Villa d'Incarville » de Nella Bielski (Mercure de France), « le Banquet des Léopards » d'Alphonse Boudard (la Table ronde), « la Tondue » de Guy Groussy (Grasset), « la Reine du technicolor » de Jean-Pierre Enard (Presses de la Renaissance), « France » de Max Gallo (Grasset), « le Trouveur de feu » de Henri Gougaud (Le Seuil), « les Petits Chemins de l'abîme » de Pierre Joffroy (Ramsay), « la Raison des fous » de Guy Lagorce (Grasset), « le Jardin d'acclimatation » d'Yves Navarre (Flammarion), « Une femme fragile » de France Nespo (Le Seuil), « Lumière de l'œil » (Le Mercure de France), *(voir « l'Unité », nº 392)*, « Comme une fourmi cavalière » de Michèle Perrein (Grasset), « Vichy-Dancing » de Pascal Sevran (Olivier Orban) et « Obsession blanche » de Valérie Valère (Stock). Ce qui ne fait peut-être pas tout à fait cent mille feuilles. Mais n'est-ce pas déjà un peu trop ?

AFFICHES

Le brigadier va frapper les trois coups. Le rideau va se lever sur une nouvelle saison théâtrale. Anciens et modernes se bousculent sur les affiches.

Théâtres nationaux. La Comédie-Française ouvre avec « le Bourgeois gentilhomme » de Molière et l'Odéon avec « la Révolte » de Villiers de l'Isle-Adam. En 1980-81, cinq troupes étrangères viendront fêter le tricentenaire du Français sur la scène de l'Odéon ; et, avec elles, des metteurs en scène et des comédiens prestigieux : Ingmar Bergman, Peter Stein, Edith Clever, Bibi Anderson, Peter O'Toole, etc. Egalement à l'Odéon, « le Roi se meurt » d'Eugène Ionesco et « En attendant Godot » de Samuel Beckett. A Chaillot : « A la renverse » de Michel Vinaver. Au Théâtre de l'Est parisien : « Fin de partie » de Samuel Beckett et « Seul au sol » d'après Raymond Queneau. Au Théâtre national de Strasbourg : « la Divine Comédie » de Dante revue et corrigée par André Angel. Au T.n.p. de Villeurbanne : « Athalie » de Racine et « Don Juan » de Molière.

Scènes parisiennes. La comédie des Champs-Elysées présente « Madame est sortie » de Pascal Jardin. Le studio Théâtre 14 (20 rue Marc-Sangnier, XIVe) accueille « Haute Surveillance » de Jean Genet. Le Croq' Diamants (12 rue Quincampoix, IVe), « Soir de grève » de Odile Ehret. Le Théâtre de la Plaine « la Noce chez les petits bourgeois » de Bertolt Brecht. Le Théâtre de la Cité internationale « l'Anniversaire » d'Harold Pinter et « Chacun sa vérité » de Pirandello. Le Théâtre du Palais des Glaces (37 rue du Faubourg-du-Temple, 10e) « Scènes de chasse en Basse-Bavière » de Martin Sperr. Le théâtre des Mathurins « On ne sait comment » de Pirandello. Le théâtre Essaïon-Valverde (6 rue Pierre-au-Lard) « Ultinam » de Cécile Cloutier. Le théâtre de la Michodière « l'Habilleur » de Ronald Harwood. Le Théâtre de Paris « le Mariage de Figaro » de Beaumarchais. Le Théâtre Moderne « Grugru II » d'Henri Gruvman. Et le Théâtre de la Ville « Les Cannibales » de Georges Lavaudant.

Scènes de banlieues. On joue « Si jamais je te pince » d'Eugène Labiche au Théâtre Daniel-Sorano de Vincennes. « Woyzeck » de Buchner à la Cartoucherie de Vincennes. « Pourquoi Benerdji s'est-il suicidé ? » de Nazim Hikmet au Théâtre des quartiers d'Ivry. « Faut pas payer » de Dario Fo au théâtre de Boulogne-Billancourt. « Fusillade à Montredon » d'André Benedetto à la Cartoucherie de Vincennes. « les Jumeaux vénitiens » de Goldoni au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis « les Trois sœurs » de Tchekov au Théâtre de la Commune d'Aubervilliers. « Nous irons tous à Capella » à Gennevilliers. Et « Vichy-Fictions » à Nanterre.

Scènes provinciales. « Les Amours de Jacques le Fataliste » d'après Diderot sont donnés au Théâtre du Huitième à Lyon. « Bérénice » de Racine à Nice. « Le Fleuve rouge » de Pierre Laville à Marseille. « Les Précipitations » de Jérôme Deschamps à Tourcoing. « Le Kougelhopf d'or » de Martin Graff et Roger Siffer à Strasbourg. Et « l'Atelier » de Jean-Claude Grumberg à Toulouse.

C'est beau de voir un show !

Dans le décor rétro des revues swing des années trente, cinq acteurs, chanteurs et danseurs donnent une leçon de jazz

PAR MICHELLE COQUILLAT



« Ain't Misbehavin », Harlem Swing. Théâtre de la porte Saint-Martin.

"MAIS non, je ne me tiens pas mal », clame avec un clin d'œil le groupe swing de Harlem tout en frétillant de la croupe et se livrant à toutes les gaies parodies de l'amour. Quel talent avait ce Fats Waller, mort en 1943, épuisé de créer des chansons, d'animer des revues et de jouer du piano comme Art Tatum ! A peine le show commence-t-il qu'on est secoué par la formidable vitalité de ce jazz 1930 dominé par un humour qui se permet toutes les fantaisies lyriques et que le rythme structure de façon inexorable. Le pianiste évidemment est ici roi : Luther Henderson, en manche de chemise, et sa prodigieuse technique.

Dons le décor rétro des revues swing des années trente, les cinq acteurs, chanteurs, danseurs noirs : André de Shields, Armelia McQueen, Ken Page, Gail Boggs et Yvette Freeman apportent cette décontraction étonnante, en même temps que cette assurance professionnelle, que donne un travail scénique où rien n'est laissé au hasard et qui est si caractéristique du « musical show » américain. Il conserve, malgré cela, une allure apparente d'improvisation. C'est du grand art. Tout est toujours fait dans le rythme, sans qu'aucun effet mécanique ne soit créé ; la gouaille et l'humour noirs respectés jusqu'au dernier élément parodique avec une gentillesse, une bonne humeur et un regard critique et moqueur sur l'Amérique qui sont réellement réjouissants. On se dit avec plaisir que voilà des gens qui ne se prennent pas au sérieux, mais qui prennent leur métier au sérieux. Ils démontrent une fois de plus, s'il en était besoin, que l'art, c'est une technique poussée à son plus haut degré de perfection, et qui n'admet ni facilité, ni laisser-aller, ni complaisance.

Tous les cinq « typifient » avec adresse un aspect particulier de l'univers noir américain. Il y a le « fat man », le melon placé en arrière sur une grosse figure réjouie, grivois, plein de mimiques : il représente Fats Waller. Et puis le jeune « beau », filiforme, adroit, la fleur à la boutonnière et la mine engageante, chic, gandin et souple comme une anguille ou un singe : personnage de Harlem par excellence, qui fait de sa vie un carnaval permanent. Tel est le merveilleux danseur André de Shields. Chez les femmes, il y a la grosse Mamma, « verbale », querelleuse (Yvette Freman), la « poupée » bien en chair (Armelia McQueen), et la drôle de petite bonne femme, active, mince, la réplique aux lèvres (Gail Boggs). Avec le maître de jeu : Ken Page/Fats Waller, c'est le Harlem bonasse qui vous donne une leçon de jazz et vous apporte un parfum bien particulier de l'Amérique noire dansante et chantante. ●

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire nº 52325